Catherine GOUSSEFF

Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC, CNRS-EHESS)

Médiation et assistance : les anciens réprimés polonais dans l'URSS en guerre

De 1940 à leur retour dans la patrie après la fin de la guerre, des centaines de milliers de Polonais, originaires des territoires orientaux de la Pologne annexés par l'URSS en 1939, ont vécu en Asie Centrale et en Sibérie où ils avaient été déportés. Amnistiés en 1941, lors des tractations qui marquèrent l'entrée de l'URSS dans le camp allié, ces communautés polonaises vont dès lors bénéficier d'une assistance *pro domo*, fruit de l'effort déployé par le gouvernement polonais en exil à Londres, puis d'une organisation polonaise créée sur le territoire de l'URSS même. Les différentes séquences de cette activité d'assistance et d'aide humanitaire composent une histoire très singulière au regard de l'époque stalinienne en général et du contexte plus spécifique de la période qui s'étend de la fin des années 1930 au milieu des années 1940. En effet, la nature autoritaire du régime stalinien s'est caractérisée, entre autres, par la quasi-inexistence de formes de médiation entre État et société, si l'on entend par là la présence d'acteurs intermédiaires issus de la société civile et promus par elle pour défendre ses intérêts. L'emprise de l'État et sa volonté de contrôler l'ensemble de la vie sociale allaient à l'encontre de toute initiative venue d'en bas. Cette posture s'est spectaculairement exprimée lors du déchaînement de la Grande Terreur, en 1937-38, où la traque aux réseaux constitués, réels ou imaginaires, menaçant soi-disant la sécurité de l'État, s'est manifestée comme l'un des plus importants ressorts des

répressions engagées. Tous liens, passés ou présents, suggérant l'existence de groupes organisés constituaient désormais un danger, susceptible d'être assimilé à un vaste complot politique contre l'autorité. Dans cette logique même, les minorités et, plus particulièrement, les minorités « diasporiques », qui, à l'instar des Polonais ou des Allemands vivant en URSS, pouvaient se revendiquer d'un État tutélaire à l'étranger, avaient potentiellement des liens avec leur pays d'origine, furent massivement touchées par les grandes vagues de terreur.

Ce véritable assaut contre la société, conduit en temps de paix par l'État soviétique, s'acheva en 1938, mais ne mit pas fin aux pratiques répressives, qui continuèrent notamment sous la forme des déportations. L'offensive du pouvoir soviétique reprit bientôt à l'encontre des Polonais des territoires tout juste annexés. Et au moment même où ceux-ci étaient amnistiés, à la faveur du retournement d'alliance de l'URSS, trahie par l'allié nazi, près d'un million d'Allemands soviétiques prenaient le chemin de l'exil forcé vers l'Est du pays. La stigmatisation des peuples allait connaître encore bien d'autres rebondissements durant la guerre. Dans cette succession d'offensives où l'acharnement contre toute forme d'extranéité ne se démentait pas, l'histoire des réseaux d'assistance humanitaire mis en place par et pour les Polonais dispersés à l'arrière des fronts se présente dans toute sa singularité. Peut-elle s'expliquer par les seules circonstances de la guerre et des nouveaux engagements internationaux de l'URSS ? Constitue-t-elle une simple parenthèse ou un infléchissement dans la politique soviétique suivie ?

L'histoire dont il est question ne concerne qu'un groupe de Polonais, les déportés de 1940-1941 qui, pour avoir fait l'objet de tractations politiques entre l'URSS et les alliés occidentaux et d'attentes spécifiques (la constitution d'armées), est resté au centre de l'attention des différents protagonistes, alors que par ailleurs les destins des Polonais en URSS depuis la fin des années 1930, qu'il s'agisse des communistes, de ceux condamnés au travail forcé, ou de ceux restés dans les territoires annexés par l'URSS puis occupés par les Allemands, ont été très divers.

L'assistance déployée en faveur des (ex)déportés connut plusieurs séquences à la fois distinctes et comparables, qui ont reflété les péripéties de la relation polono-soviétique durant la guerre, où l'action humanitaire a contribué, *in fine*, à créer un nouveau trait d'union entre les deux États.

1. De la répression à l'assistance : les citoyens polonais dans la tourmente

La déportation en URSS des citoyens polonais¹ s'inscrit dans le contexte du partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'Union soviétique qui a fait suite au pacte de non-agression signé entre les deux nouveaux alliés, en août 1939, et aux protocoles additionnels sur la délimitation des zones de contrôle territorial. Fin septembre, après l'invasion du territoire polonais à l'Ouest par la Wehrmacht et à l'Est par l'Armée rouge, les jeux étaient faits. La partie orientale du pays (comprenant les territoires actuels de l'Ukraine et la Biélorussie occidentales) était aux mains des Soviétiques qui entreprirent sans tarder le processus d'annexion de ces régions de confins. Celles-ci, selon l'argumentaire officiel déployé par Molotov, se trouvaient désormais « rattachées » à leurs républiques nationales d'Ukraine et de Biélorussie soviétiques, après avoir été captives de « l'impérialisme polonais »².

La soviétisation des régions annexées s'est traduite par différentes opérations de répressions visant à épurer les populations conquises de leurs éléments jugés socialement étrangers et politiquement ennemis³. Les plus importantes, au regard des personnes touchées, furent les vagues de déportations, organisées de Moscou et mises en œuvre, pour l'essentiel, au cours de la première moitié de l'année 1940 (une dernière vague, en mai-juin 1941, concerna l'ensemble des régions annexées, dont les Pays baltes et les régions du nord de la Roumanie). Au terme des quatre grandes opérations de déportations des années 1940-1941, près de 400 000 citoyens polonais avaient été envoyés de force dans les périphéries orientales de l'URSS, pour la

-
- 1 Rappelons que l'État polonais, à l'instar de la plupart des États d'Europe centrale et de l'URSS, distinguait dans l'enregistrement de ses ressortissants, la « nationalité politique » ou citoyenneté de la « nationalité ethnique », d'où le fait qu'on pouvait être un Ukrainien polonais ou, en URSS, un Polonais soviétique, ou encore un Juif polonais, voire soviétique, puisque les Juifs étaient reconnus dans ces deux États comme appartenant à la nationalité ethnique juive.
 - 2 Ces régions, qui avaient été partagées entre les empires austro-hongrois et russe jusqu'à la Première Guerre mondiale, étaient devenues polonaises dans l'entre-deux-guerres mais les Polonais ethniques y étaient minoritaires. D'après le recensement polonais de 1931 (enregistrement des nationalités selon la langue maternelle), les Polonais ne représentaient que 43% de la population des territoires qui allaient être annexés par l'URSS.
 - 3 Depuis l'ouvrage pionnier de Jan Gross sur l'histoire de la soviétisation des territoires orientaux de la Pologne (Gross 2002 ; 1^e éd. : 1988), l'ouverture des archives de l'État soviétique a donné lieu à de nouvelles investigations qui, sans remettre en cause les éclairages fournis par cet ouvrage, ont précisé bien des aspects de la politique répressive suivie. Cf. à ce propos, Głowacki 1998 ; Gur'janov 1997.

majorité d'entre eux, en Sibérie et en Asie centrale. Ils furent dirigés vers les colonies spéciales du NKVD qui, distinctes des camps de travail forcé formant l'Archipel du Goulag (où une minorité cependant, et surtout les hommes, fut envoyée), constituaient des zones de peuplement très déshéritées, d'assignation à résidence, organisées autour d'activités agricoles dans les fermes collectivisées, d'exploitation forestière ou minière, selon les lieux.

Les catégories utilisées par les organes répressifs pour désigner cette multitude de personnes coupables et à éloigner ne nous renseignent que très grossièrement sur la sociologie des victimes⁴. Les premières, déportées au cœur de l'hiver 1940 (février), furent désignées sous le terme de « colons », exploitants agricoles dont une part avait reçu des terres du gouvernement polonais lorsque celui-ci prit possession des territoires de l'Est au tout début des années 1920. Parmi la masse des déportés se trouvait un nombre significatif de familles de cadres administratifs régionaux, de dirigeants d'entreprises, de policiers, sans compter les représentants de la bourgeoisie urbaine, des notables jusqu'aux commerçants. Plusieurs groupes furent plus spécifiquement définis. Ainsi les familles des 21 000 officiers et responsables civils polonais qui, après avoir été détenus par le NKVD, furent massacrés entre avril et mai 1940. Tandis qu'il signait l'arrêt de mort de ces cadres militaires et civils, Beria ordonnait parallèlement l'éloignement de leurs familles.

Figuraient également les « réfugiés », soit les personnes qui avaient fui l'arrivée des Allemands à l'Ouest et étaient arrivées en masse en Pologne orientale dans les premiers mois de la guerre. Parmi eux, de nombreux Juifs qui allaient former environ un quart des citoyens polonais déportés. Ces réfugiés avaient été mal accueillis dans les régions orientales en voie de soviétisation, ils étaient considérés comme des éléments parasites qui engorgeaient les villes, accroissaient la pénurie de logements, alors même que de nombreux locaux étaient expulsés des leurs pour faire place aux

4 Les documents concernant la préparation de ces vagues de déportation, les catégories d'individus à déporter et les résultats de ces déportations ont été publiés en version bilingue polono-russe (cf. IPN-FSB 2003).

conquérants (Gross 2002 : 187-193). Perçus comme des réfractaires au nouveau régime, ils formèrent la majorité des personnes déportées en juin 1940⁵.

Aux côtés de cette minorité de Juifs, les Polonais ethniques étaient les plus représentés parmi les déportés qui comptaient également quelques milliers d'Ukrainiens. Indépendamment de leur appartenance ethnique, ces groupes étaient essentiellement composés de familles où les hommes adultes étaient rarement présents, où les femmes auraient à assumer seules la survie du foyer (Jolluck 2000 : 100-127). Dans une période encore très éloignée de la transition démographique, les familles étaient nombreuses, les mères portaient bien souvent un nourrisson au sein tout en ayant à s'occuper d'une ribambelle d'enfants. Les récits sont innombrables à relater la disparition des plus petits qui ne supportèrent pas les rudes voyages vers le lointain Est, dans des wagons peu chauffés l'hiver, où les gens se trouvaient entassés, nourris quotidiennement de pain et d'une soupe claire le soir, et ce durant des jours, voire des semaines que durait le voyage. Quand ils survivaient à cette première épreuve, beaucoup d'autres les attendaient à l'arrivée : les conditions d'existence dans les régions de relégation, dépourvues de tout confort élémentaire, de conditions minimales d'hygiène et d'un système de santé digne de ce nom furent causes de nombreux décès. Autant dire que les déportés constituaient des populations vulnérables et très démunies. Ayant été autorisés à ne prendre que le contenu de quelques valises, la plupart étaient mal pourvus pour affronter les rudesses climatiques du Kazakhstan ou de la Sibérie. Certains, brutalement arrêtés et embarqués dans des wagons à bestiaux au début de l'été n'avaient pas même emporté de manteaux... (Gousseff 2012b : 50).

L'expérience de la déportation s'imprima différemment dans les vécus, selon les vagues d'arrestations et de transferts forcés vers l'Est. Ceux qui furent embarqués au printemps 1941 apparaissaient comme des chanceux comparés aux premiers déportés de février 1940 qui avaient particulièrement enduré le froid de cet hiver-là. Mais surtout les déportations du printemps 1941 précédèrent de peu, quand elles ne s'y mêlèrent pas, les évacuations des populations civiles organisées dans la hâte et la panique devant la brusque invasion surprise de l'URSS par la Wehrmacht. Plus de

5 De nombreux Juifs réfugiés devant l'injonction à prendre la citoyenneté soviétique avaient cherché à revenir en Pologne centrale sous contrôle allemand, s'étant adressés pour ce faire à des commissions allemandes qui, selon les accords germano-soviétiques, avaient pouvoir de rapatrier dans leur zone les citoyens polonais originaires de Pologne centrale. Ces listes de Juifs enregistrées dans les commissions allemandes furent utilisées par le NKVD pour dresser les contingents de réfugiés à déporter. Cf. à ce propos la directive de Beria du 10 juin 1940 (IPN-FSB 2003 : 566-568). Sur l'attitude des Juifs polonais réfugiés dans les territoires annexés et cherchant à revenir en Pologne sous occupation allemande, cf. notamment le très grand témoignage de Julius Margolin (Margolin 2010 : 54-56, 71, 90-91, 96-99).

15 millions de Soviétiques des régions occidentales de l'URSS quittèrent alors leurs foyers et trouvèrent refuge au-delà de l'Oural et notamment en Asie centrale.

L'agression de l'Allemagne nazie contre l'URSS eut des incidences majeures pour les déportés. Staline, en rejoignant le camp des alliés occidentaux, dut composer avec eux et, en particulier, avec les Britanniques qui, ayant accueilli le gouvernement polonais en exil à Londres, se firent le porte-parole de leurs revendications concernant au premier chef le destin des populations réprimées. Dès août 1941, un décret d'amnistie les autorisait à quitter les lieux d'assignation à résidence et les camps de travail forcé pour rejoindre des régions plus clémentes de l'arrière.

Les négociations entreprises entre l'URSS et les alliés ouvrirent différentes perspectives. Tout d'abord, des relations diplomatiques furent instaurées entre la patrie du socialisme et le gouvernement polonais en exil, désormais autorisé à être représenté sur le territoire soviétique. Plusieurs dizaines de Polonais arrivèrent de Londres en URSS pour animer la nouvelle ambassade. Parmi les tâches qui les attendaient, la plus importante allait être la formation, sur le territoire soviétique, d'une armée nationale, dite armée Anders (du nom du général qui la dirigea). Staline accepta en effet que des unités soient constituées par l'enrôlement des anciens déportés pour renforcer les forces alliées sur les fronts occidentaux. En outre, le gouvernement polonais reçut le feu vert de Moscou pour acheminer une aide humanitaire aux foyers polonais récemment amnistiés.

2. L'activité de l'ambassade polonaise

Alors que la guerre venait de connaître un tournant radical sur la scène internationale avec l'ouverture des hostilités à l'Est, les autorités polonaises en exil se lancèrent dans une vaste campagne pour alerter l'opinion occidentale sur la situation des Polonais en URSS qu'elles estimaient alors à plus d'un million de personnes. Relayée par différentes organisations, issues en particulier des communautés polonaises installées aux États-Unis, mais aussi juive-polonaise (l'American Federation for Polish Jews) et juive (le Joint), cette mobilisation produisit des résultats spectaculaires. L'aide de la diaspora polonaise outre-Atlantique, fournie sous forme de vêtements, chaussures et autres matériels, se monta à près d'un million de dollars ; la Croix rouge américaine fit parvenir près de 2 000 tonnes de farine, du lait en poudre en grande quantité ; d'autres vivres, médicaments et produits de première nécessité, commandés par le gouvernement de Londres ou rassemblés par des organisations caritatives, arrivèrent d'Inde et de Grande-Bretagne, notamment (Sword 1996 : 94-98 ; Żaron 1990 : 195-203). Malgré les grandes difficultés d'acheminement, les fruits de l'aide internationale commencèrent à arriver en URSS fin 1941 principalement par les ports de la Mer Blanche au nord, via l'Iran et la Caspienne au sud. De son côté, Staline s'engagea

en décembre 1941 à débloquer 100 millions de roubles pour financer l'activité de l'ambassade (Sword 1996 : 94).

Le général Sikorski, chef du gouvernement polonais en exil, envoya en URSS son nouvel ambassadeur, Stanisław Kot, en lui précisant que « l'action de protection et d'assistance de la population polonaise serait l'une des plus importantes branches d'activité » de l'ambassade⁶. Celle-ci s'installa à Kouibychev (Saratov) où venaient d'être évacuées les ambassades étrangères alors que Moscou était sous le feu des armées allemandes. De là, les autorités polonaises créèrent une vingtaine de représentations consulaires, essentiellement installées en Sibérie et dans les républiques d'Asie centrale, l'État-major polonais destiné à former l'Armée étant, lui, localisé à Yangi-Yul près de Tachkent en Ouzbékistan.

À partir de l'été 1941 s'amorcèrent d'importants mouvements de départs et de regroupements des Polonais dans divers centres d'Asie centrale surtout (Ciesielski 1997 : 45-50).

Le décret d'amnistie fut inégalement mis en application, en particulier pour ceux des Polonais qui se trouvaient dans les camps de travail du Goulag⁷. Il fut plus ou moins rapidement connu des intéressés, ayant été tantôt annoncé par les autorités locales des villages de déportation, tantôt découvert dans la presse soviétique ou à la radio, ou encore tardivement divulgué par le bouche à oreille dans les foyers les plus éloignés et isolés des voies de communication⁸. L'annonce de la libération des colonies spéciales et des camps fut reçue dans la liesse. Considérés jusque-là comme de véritables parias pour le seul fait d'être citoyens polonais, les déportés apparaissaient brusquement et pour la même raison comme des privilégiés aux yeux des autres réprimés, Baltes et Russes notamment, qui les voyaient partir en hommes libres. Alors que l'URSS entrait en guerre, que les territoires de l'arrière commençaient à subir de rudes privations au nom de la mobilisation du peuple pour la victoire sur l'ennemi, l'aide acheminée pour les Polonais ne faisait que renforcer, au sein de la population locale, l'évidence que ceux-ci étaient devenus des protégés du régime, qu'ils constituaient

6 Correspondance du 28 août 1941 (Raczyński et Biegański 1961 : 161).

7 Comme ce fut le cas de Julius Margolin qui mentionne également la rétention de bien d'autres Polonais de son camp (Margolin 2010 : 407 et ss.). De nombreuses correspondances de l'ambassade polonaise aux autorités soviétiques témoignaient des difficultés rencontrées dans la mise en application du décret, surtout dans les camps du Goulag. Cf. Raczyński et Biegański 1961 : 228-229, 342.

8 *Ibid.* Dans leurs plaintes adressées aux autorités soviétiques, les porte-parole de l'ambassade polonaise rappelaient la diversité des situations grâce auxquelles les déportés avaient appris l'existence du décret.

une catégorie à part⁹. Les autorités soviétiques locales exprimaient quant à elles leur malaise face à l'arrivée des produits destinés aux seuls Polonais, exigeant qu'ils soient immédiatement stockés dans des dépôts *ad hoc* et discrets (Sword 1996 : 101).

L'ambassade polonaise créa dans les zones de l'arrière un important réseau d'« hommes de confiance » dont la mission était de repérer les communautés et d'organiser l'acheminement de l'aide humanitaire en favorisant, par ce biais, le regroupement des Polonais. Début 1942, près de 400 personnes agissaient, sous le label d'« hommes de confiance » dans les républiques asiatiques, en Sibérie et jusque dans l'Oural pour assister les foyers polonais, depuis les agents consulaires jusqu'aux recrutés locaux qu'ils avaient nommés parmi les anciens déportés. Cette véritable chaîne humaine constituée dans le déploiement de l'aide représentait du jamais vu depuis la famine du début des années 1920. Certes, de nombreuses entraves furent mises à l'organisation de l'aide humanitaire par les agents soviétiques, en particulier sous la forme de contrôles tatillons, de confiscations des produits acheminés, etc. L'obsession soviétique à l'égard des étrangers, soupçonnés d'espionnage, entraîna plusieurs arrestations arbitraires et la collaboration fut loin d'être idyllique¹⁰. Il n'empêche qu'aucun État étranger n'avait pu et ne pourrait bénéficier dans l'URSS de Staline des prérogatives dont jouirent les Polonais sur le territoire soviétique.

Outre la distribution de colis aux familles, les autorités polonaises mirent en place des antennes sanitaires et concentrèrent l'effort d'assistance sur les enfants, tâchant de les rassembler au sein de pensionnats. Plus de 80 centres furent organisés, dispensant une éducation élémentaire afin que les jeunes conservent la langue et les repères culturels de leur pays. En outre, ces centres leur offraient une protection, certains enfants ayant perdu leur famille, la majorité devant être pris en charge tandis que les mères et/ou les chefs de foyers travaillaient dur pour assurer le quotidien (Trela 1983 : 23 et ss.).

L'appel à la formation d'une armée entraîna une forte concentration d'hommes, mais aussi de leurs familles, dans les différents camps de rassemblement qui avaient été constitués et qui furent évacués, en deux vagues, vers l'Iran dans la première moitié de l'année 1942. Le départ de l'armée polonaise comprit plus de 115 000 personnes

9 Ce sont de brèves remarques faites dans leurs récits par les anciens déportés qui signalent ces changements de regard à leur égard. Cf. notamment *Wspomnienia Sybiraków* 1990-1994, 4 : 90, 130, 205 ; 5 : 147.

10 Cf. les multiples correspondances de l'ambassade à ce sujet réunies dans *Documents on Polish-Soviet relations* (cf. par exemple, celle de juillet 1942 sur l'arrestation de délégués de l'ambassade : Raczyński et Biegański 1961 : 401), et cf. également, sur les nombreux dysfonctionnements dans la collaboration bilatérale, Gousseff 2003 : 535-537.

(dont 75 000 hommes sous l'uniforme). L'objectif avait été atteint bien au-delà du projet initial qui escomptait le rassemblement de 30 000, voire 40 000 hommes.

Ce succès marqua le point d'orgue de l'activité du gouvernement en exil, après lequel la relation polono-soviétique se dégrada à nouveau. Le contentieux sur les territoires de l'Est annexés par les Soviétiques au début de la guerre, et dont les Polonais exigeaient formellement la restitution, avait été ravivé durant les négociations et le climat s'était singulièrement durci entre les deux alliés dès les lendemains de la victoire de Stalingrad.

3. Rupture et reconfiguration des relations polono-soviétiques : l'entrée en scène des patriotes

L'historiographie attribue à la découverte du charnier de Katyn par les Allemands, et à la demande du gouvernement polonais en exil d'une commission d'enquête sur les massacres des officiers polonais, l'origine de la rupture des relations bilatérales. Ce *casus belli* très médiatisé fut plutôt l'aboutissement de tensions croissantes entre les deux parties. L'année 1943 s'ouvrit en effet par une décision lourde de conséquences, du moins en théorie. Les quelques 260 000 citoyens polonais demeurés dans les territoires de l'arrière furent sommés désormais de prendre la citoyenneté soviétique. Alors qu'ils avaient été amnistiés en tant que citoyens polonais, ils devaient à présent se rendre dans les bureaux locaux de la milice pour obtenir, au terme d'entretiens inquisitoriaux avec les agents du NKVD, un passeport soviétique¹¹.

Cette opération, dite de « passeportisation », signifiait la perte de tout espoir de pouvoir un jour rentrer au pays. Les communautés polonaises se sentaient à nouveau captives et les hommes menacés d'une incorporation forcée dans l'Armée rouge (Ciesielski 1997 : 67). Après la rupture officielle, en avril, des relations entre l'URSS et les « Londoniens », l'ambassade dut quitter le pays et les Polonais restants perdirent toute protection. Les institutions polonaises créées à partir de 1941, qu'il s'agisse des maisons d'enfants ou des hôpitaux, se trouvaient brutalement délaissées. Près de deux années d'efforts souvent titanesques pour améliorer la situation des anciens déportés s'effondraient soudainement.

Bien qu'elle ait été tragiquement vécue, la soviétisation forcée des anciens déportés apparut comme un acte très paradoxal dans le cours de l'année 1943. En effet, quelques semaines après le départ des autorités polonaises de l'URSS, une nouvelle organisation fut officiellement créée sur le territoire soviétique, qui prétendait représenter les Polonais vivant dans le pays. Sous le nom d'Union des patriotes

11 Sur la description de cette campagne, cf. le rapport du Jan Gacki, premier secrétaire de l'ambassade de Pologne en URSS, (Gacki 1993 : 117-131).

polonais (*Związek Patriotów Polskich*, ZPP), celle-ci résultait de la nouvelle stratégie conçue à Moscou, visant à promouvoir des représentations nationales alliées en vue, déjà, de l'après-guerre. À l'instar du Comité National pour une Allemagne libre (*Nationalkomitee Freies Deutschland*) fondé principalement parmi les prisonniers de guerre allemands en URSS, l'Union des patriotes polonais constitua le premier embryon formalisé d'une organisation nationale pro-soviétique, dont la vocation était de rassembler sous la forme d'un vaste front antifasciste les communautés polonaises. Mais la création de cette Union était pour le moins en contradiction avec la campagne de passeportisation tout juste achevée des citoyens polonais. Le sens de cette dernière s'avéra en définitif essentiellement politique et opérationnel. Il s'agissait de reprendre contrôle sur des populations qui s'étaient, depuis l'été 1941, considérées comme étrangères et subordonnées aux seules autorités polonaises. En même temps qu'elle les assujettissait explicitement au pouvoir soviétique, la campagne de passeportisation avait également permis de recenser tous les Polonais de l'arrière ; ce recensement montrera son efficacité lors de l'organisation des rapatriements après-guerre (Gousseff 2003 : 557).

À l'été 1943, l'Union des patriotes polonais avait pour ligne directrice de faire des anciens déportés de loyaux alliés de l'URSS, mais qui étaient ces patriotes ? La création du ZPP fut en grande partie redevable à la personnalité, très controversée, de Wanda Wasilewska, véritable ambassadrice des Polonais auprès de Staline depuis le début de la guerre, et qui pour cette raison fut tenue responsable aussi bien des malheurs que des retournements favorables de situation des ex-déportés. Fille d'un leader du Parti socialiste polonais, réfugiée en Ukraine occidentale en 1939, Wasilewska rencontra Staline dès 1940, devint membre du PC soviétique, et c'est elle qui négocia auprès du chef du Kremlin la fondation du ZPP début 1943 (Kersten 1991 : 7-16). Le premier congrès de cette organisation, tenu en juin à Moscou, réunit sous la bannière de l'antifascisme une soixantaine de représentants aux parcours politiques hétéroclites, dont le rassemblement avait précisément pour but d'exprimer l'existence d'un front très ouvert. Y figurait un groupe de communistes convaincus qui, tels Wasilewska et Alfred Lampe, avaient fui la Pologne en 1939, mais aussi un certain nombre de personnalités politiquement étrangères. La présence d'Andrzej Witos, frère du leader du Parti paysan et ancien « homme de confiance » de l'ambassade polonaise, celle du socialiste Bolesław Drobner, pour ne citer que quelques noms, illustraient l'ambition fédératrice de cette nouvelle Union. Au cours de son congrès inaugural, le ZPP se présenta comme la nouvelle instance de représentation des Polonais en URSS et déroula son programme qui se résumait à reprendre, de manière très mimétique, l'ensemble des activités développées auparavant par l'ambassade du gouvernement polonais de Londres (Głowacki 1994 : 44-48).

Au delà de la rupture politique de l'URSS avec les « Londoniens » s'affirmait en fait une forte continuité dans la posture des dirigeants soviétiques face aux anciens

déportés dont ils reconnaissent, via le ZPP, le droit à une représentation et une assistance. Le soutien de Moscou aux activités de l'Union paraît avoir surtout été motivé par la perspective de création d'une nouvelle armée polonaise (dénommée populairement armée Berling, du nom du général qui la forma). Celle-ci était destinée à lutter aux côtés de l'Armée rouge pour libérer la Pologne et, par ce biais, à légitimer l'équipe polonaise pro-soviétique qui serait appelée à prendre le pouvoir dans le pays (Kersten 1965 : 22-54). Parallèlement au projet de former une armée nationale, l'Union des patriotes avait celui de restaurer l'aide aux civils. La reprise de l'action humanitaire fut d'abord justifiée, à Moscou, pour venir en aide aux familles de militaires. En effet, parmi les mesures prises dans l'URSS en guerre, les autorités soviétiques avaient défini une catégorie spécifique de population à protéger, qui était celle des familles de militaires mobilisés.

4. L'Union des patriotes polonais en action

Dans le courant de l'été 1943, la nouvelle organisation définit les différents paramètres de son activité à travers la création d'une vingtaine de départements, des affaires générales, de culture et d'éducation, de propagande, des affaires militaires, etc. Avec ce dernier, le département de l'aide sociale (*wydział opieki społecznej*) fut l'un des plus importants (Głowacki 1994 : 51-53). Belle illustration de l'analyse foucauldienne selon laquelle l'assistance est inséparable du contrôle, la distribution de l'aide matérielle fut conçue en accompagnement de l'enregistrement des communautés et du recensement des hommes en vue de leur enrôlement. Dans l'entrée en action du ZPP sur les territoires de l'arrière, sa première tâche était de se faire connaître et reconnaître par les compatriotes dispersés. Pour ce faire, deux principaux organes de presse, « Wolna Polska » (la Pologne libre) et « Nowe Widnokręgi » (Nouveaux horizons) commencèrent à être distribués dans les territoires de l'arrière. Malgré la propagande très virulente de ces journaux, relayée par la radio soviétique, à l'encontre des « Londoniens » réactionnaires, l'Union des patriotes polonais parvint assez rapidement à faire autorité au sein des communautés d'ex-déportés. En témoignaient non seulement le recrutement des soldats, mais aussi la reconstitution d'un réseau « d'hommes de confiance » par le biais duquel l'Union se fit représenter jusque dans les terres reculées.

Après le fort traumatisme de l'opération de « passeportisation » forcée, assimilée par les intéressés au deuil de leur patrie, la création d'une nouvelle armée ouvrait à nouveau l'horizon d'un retour au pays. Ils furent des milliers de jeunes qui, à l'instar de Jan Belina, se précipitèrent vers les postes de commandements militaires pour se faire enregistrer¹². Une précipitation qui valut à certains de se faire enrôler dans

12 Cf. J. Belina, « Ucieczka z kopalni » (*Wspomnienia Sybiraków 1990-1994*, 6 : 46 et ss.).

l'Armée rouge, car les consignes n'avaient pas été forcément bien transmises et ou bien comprises dans les états-majors locaux. D'autres considérations pragmatiques jouèrent leur rôle. Les mémoires d'anciens déportés portent, notamment, la trace forte de la rudesse de l'hiver 1942-1943, période parfois remémorée comme le pire moment du vécu en URSS (bien que cette période fut postérieure à celle de la déportation) et qui coïncida avec l'arrêt brutal des activités déployées par l'ambassade polonaise¹³. La perspective de recevoir des vêtements chauds et des produits alimentaires pouvait suffire à vaincre les réticences qu'inspiraient les « Polonais de Moscou ».

Fin 1943, le ZPP était implanté dans 72 régions (oblast) et avait procédé à l'enregistrement de 223 800 Polonais (Żaron 1990 : 285). Dans la deuxième moitié de l'année 1943, la chaîne d'aide humanitaire se remit peu à peu en place, puisant principalement dans les dépôts des produits stockés lors de l'activité de l'ambassade en URSS et qui avaient été fermés (Głowacki 1994 : 53, 63). Selon les pratiques soviétiques en usage, cette aide visait initialement les familles de militaires. S'il s'agissait là de conforter l'émulation à l'enrôlement des hommes dans la nouvelle armée, la définition de cette catégorie des ayants droit témoignait surtout de la diversité des destinées masculines au sein des familles. Ainsi que le notait un responsable du ZPP de Karaganda (Kazakhstan), sur 1 000 Polonais environ, on comptait 101 familles ayant (au moins) un membre dans l'armée Berling, 74 familles dont les hommes étaient partis avec l'armée Anders, et 55 familles ayant un membre dans l'Armée rouge¹⁴. Ces brèves données statistiques portaient ainsi l'empreinte des nombreux bouleversements et retournements de la « grande politique » jusqu'au cœur des cellules familiales, incitées à différentes allégeances selon l'uniforme du chef de foyer ou de celui, fils, frère, neveu, qui en tenait lieu. Dans les faits, et compte tenu de la fonction fédératrice assignée à l'aide humanitaire, la limitation de l'assistance aux familles de militaires fut bientôt abolie.

Lors de son congrès fondateur, le ZPP avait bien précisé que l'aide serait fournie aux Polonais de l'URSS « indépendamment de leurs origines, de leurs opinions politiques » (Głowacki 1981 : 110). Dans les rapports officiels, les Polonais réprimés en 1940 allaient désormais être désignés comme des « émigrés politiques », une terminologie souvent reprise par les historiens de l'époque communiste (Kersten 1974), quand ceux-ci, pour éviter toute référence aux déportations, n'utilisèrent pas d'autres expressions, telle « les Polonais que le destin de la guerre (*los wojny*) avaient repoussés à l'intérieur de l'URSS » (Głowacki 1981 : 109). Avec l'entrée en scène

13 Cf. par exemple, le récit de Stefan Kurpiewski, « Zapomnijcie o Polsce » (*Wspomnienia Sybiraków* 1990-1994, 4 : 132).

14 Archives contemporaines de Pologne, AAN, f. ZPP, sygn. 112 (activités ZPP, Karaganda, non paginé), rapport du 22 janvier 1945.

du ZPP, une nouvelle page d'histoire s'ouvrait où il s'agissait de transformer les ex-déportés en amis de l'URSS.

Aux côtés de l'aide matérielle, se remirent en place certaines des institutions créées à l'époque de la présence de l'ambassade, à commencer par les hôpitaux ou dispensaires dont 9 étaient à nouveau déclarés fonctionnels, de même que 7 antennes sanitaires¹⁵. Le ZPP porta une attention particulière aux invalides, ainsi qu'il l'avait indiqué dans son inventaire programmatique, et ceux-ci étaient nombreux, qu'il s'agisse aussi bien des personnes âgées, que des hommes (principalement) durement éprouvés physiquement après les années passées en camps. 24 maisons d'invalides étaient ainsi recensées. Plusieurs milliers d'enfants étaient répartis dans des centres éducatifs (jardins d'enfants, écoles élémentaires et orphelinats) et l'effort porté à leur égard fut plus que soutenu : ils étaient près de 9 350 à être scolarisés en janvier 1944 et plus de 17 000 à l'été 1945 (Trela 1983 : 69)¹⁶. Le département de la culture et de l'éducation du ZPP avait tôt commencé à éditer différents ouvrages (manuels scolaires, de littérature) de façon à promouvoir l'usage du polonais parmi les jeunes, souvent très russifiés, mais ces publications étaient diffusées en nombre insuffisant et le recours aux manuels soviétiques était courant. Le discours de la nouvelle Pologne était inculqué aux écoliers qui évoquait la terre natale dans ses frontières reconfigurées (le déplacement du territoire national d'environ 200 kilomètres vers l'ouest était déjà programmé par les Soviétiques mais non encore réalisé) et ses attentes démocratiques, victorieuses des forces réactionnaires d'avant-guerre (Trela 1983 : 114-121). Ainsi se mettait en place un encadrement des ex-déportés qui, tout en reprenant les activités de l'ambassade, préparait les esprits au contexte d'après-guerre...

5. Le temps des initiatives

En 1944, vers la fin de l'hiver, Wanda Wasilewska sollicite les autorités soviétiques au nom du ZPP afin qu'elles autorisent les Polonais localisés dans les régions austères du Grand Nord (Iakoutie, Arkhangelsk, république autonome des Komis, Sibérie) à être déplacés vers les terres plus clémentes du Sud de la Russie. Cette requête, justifiée « pour des raisons climatiques difficiles », inaugure le rôle qu'allait être amenée à jouer l'Union des patriotes polonais dans l'histoire du rapatriement des anciens déportés vers la Pologne. À cette date, cependant, il n'était nullement question de retour, mais seulement de déplacement interne au sein du territoire soviétique. La requête adressée s'inscrivait dans le vaste mouvement de ré-évacuation des populations civiles

15 Archives d'État de la fédération de Russie, GARF, f. 9401, op. 2, d. 64, pp. 382-384, note de synthèse du NKVD sur les citoyens polonais et leur répartition au 1^{er} mai 1944.

16 Rappelons cependant que d'après les résultats de l'opération de passeportisation de 1943, 66 718 enfants de moins de 16 ans avaient été recensés (*ibid.*, p. 383).

soviétiques qui, au moment de l'invasion de l'URSS par les armées allemandes, avaient été massivement déplacées vers l'Est. Des millions de personnes, originaires de Russie et des républiques occidentales de l'URSS, vivaient à l'arrière des fronts, et il s'agissait, au rythme de la libération des territoires, de les rapatrier dans leurs foyers (Manley 2009 : 239-264).

Un premier décret du *Sovnarkom* de mars 1944 avalisa le principe du déplacement de 26 900 Polonais qui devaient être répartis en différents groupes d'un maximum de 2 000 personnes dans les régions du Sud, principalement dans les kolkhozes où le manque de main d'œuvre était important¹⁷. Avec l'organisation de ce premier transfert, le ZPP s'imposa comme un interlocuteur à part entière vis-à-vis des organes soviétiques républicains et régionaux, il prit en charge l'enregistrement et la logistique de ces déplacements, réalisés dans des conditions de pénuries criantes. Ainsi, un certain nombre de Polonais ne purent quitter les terres du Nord faute de chaussures¹⁸. Plusieurs dysfonctionnements furent dûment consignés, notamment sur les chiffres de personnes réellement transférées. Elles étaient souvent plus nombreuses à l'arrivée que les contingents planifiés¹⁹.

Cette opération représenta un premier grand succès qui accrut la popularité du ZPP auprès des Polonais de l'arrière et l'incita à réitérer sa demande de transfert, cette fois-ci de 45 000 personnes vers l'Ukraine centrale où elles pourraient utilement contribuer au redressement de l'agriculture²⁰. La nouvelle requête ne fut que partiellement satisfaite (près de 33 000 personnes furent transférées), mais elle confirmait néanmoins l'autorité acquise par le ZPP auprès du gouvernement central soviétique. Ainsi les dirigeants du Kazakhstan s'étaient opposés au départ de plusieurs milliers de Polonais, arguant de leur besoin de main-d'œuvre. Le *Sovnarkom*, tout en respectant la décision des autorités locales, chercha à compenser la vaine requête du ZPP par l'envoi de 500 tonnes de farine aux Polonais du Kazakhstan²¹.

17 GARF, f. 5446, op. 46a, d. 261, pp. 2-3 (pour le décret), et f. 9401, op. 2, d. 64, p. 384 sur les 23 250 personnes identifiées pour être transférées et réparties dans les régions du Sud.

18 AAN, f. ZPP, sygn. 216/24, pp. 29-30, correspondance ZPP avec l'administration soviétique, 12.06.1944.

19 D'une part Béria révisa à la baisse les propositions de transfert de Polonais (f. 9401, op. 2, d. 64, p. 384), mais de l'autre les rapports indiquaient un nombre plus important de personnes à l'arrivée qu'au départ. Cf. AAN, f. ZPP, sygn. 216/24, pp. 38-48 ; GARF, f. 5446, op. 46a, d. 261, pp. 21-22 ; f. 5446, op. 46a, d. 237, p. 7.

20 GARF, f. 5446, op. 46a, d. 261, pp. 1-2, courrier du ZPP du 26.06.1944.

21 GARF, f. 5446, op. 46a, d. 205, pp. 1-5.

Dans ce début d'été 1944, la situation des fronts était sur le point d'entraîner des changements radicaux pour le ZPP et les Polonais de l'URSS, mais non sans ambivalences ni paradoxes. L'Armée rouge, secondée par les forces polonaises, franchit en juillet les rives du fleuve Bug, délimitant la frontière orientale de la Pologne telle qu'elle avait été définie lors du pacte germano-soviétique de 1939²². À Moscou, l'État-major du ZPP forma l'embryon du tout nouveau Comité Polonais de Libération nationale (PKWN) qui fut parachuté à Lublin, près de la frontière, au moment même où l'armée polonaise venue de l'Est prenait ses quartiers dans la région. Ce comité qui prétendait représenter la Pologne libérée apparaissait ainsi aux côtés de soldats en armes portant haut l'étendard national et cautionnant sa légitimité.

Le scénario échafaudé à Moscou fut ainsi mis à exécution sans obstacles majeurs, à ceci près que la proclamation du PKWN à Lublin intervint quelques jours seulement avant le déclenchement de l'insurrection de Varsovie. Le soulèvement de l'organisation de la résistance polonaise, dite « Armée de l'Intérieur » (*Armja Krajowa*, AK) placée sous l'autorité du gouvernement en exil à Londres, contre l'occupant allemand, concentra toute l'attention de l'opinion dans la Pologne centrale. Jusqu'en janvier 1945 au moins, le pays resta coupé en deux, et tandis que les Allemands écrasaient les insurgés à Varsovie, les territoires libérés de l'occupation allemande à l'Est, se trouvaient sous l'emprise des forces soviétiques et pro-soviétiques déjà mobilisées dans l'établissement de l'ordre d'après-guerre.

La priorité à Moscou était de confirmer l'annexion des territoires orientaux de la Pologne en 1939. Pour ce faire, des accords furent passés en septembre 1944 entre le PKWN et les trois républiques soviétiques héritières de ces territoires (Lituanie, Biélorussie, Ukraine), afin d'organiser le départ des Polonais des régions annexées vers la Pologne (Gousseff 2011 : 93 et ss.). Avant d'être reconnue internationalement, la nouvelle frontière polono-soviétique allait en effet être forgée par l'homogénéisation ethnique des nouvelles régions frontalières. Plus de 800 000 Polonais allaient, notamment, devoir quitter l'Ukraine occidentale. Les accords passés se référaient, cependant, exclusivement aux populations résidentes dans les territoires annexés. Ils ne concernaient pas, de fait, les Polonais localisés en Asie centrale, en Sibérie, ou même ceux qui avaient été transférés en Russie et en Ukraine centrale.

Alors que les minorités frontalières allaient subir un départ forcé, les Polonais toujours localisés dans les périphéries de l'URSS se trouvaient, eux, privés du droit à revenir dans leur patrie. Cette incertitude sur la possibilité d'un retour mettait le ZPP dans une situation pour le moins inconfortable vis-à-vis des groupes d'anciens

22 40 000 hommes avaient été recrutés dans les territoires de l'arrière sous les ordres du général Berling, mais de nouveaux contingents furent formés en Ukraine occidentale dès la retraite allemande, qui furent les premiers à franchir la frontière aux côtés de l'Armée rouge.

déportés qu'il encadrait. Malgré l'existence d'un pouvoir polonais, le PKWN, explicitement allié à l'URSS, les autorités soviétiques imposaient à leur partenaire un nouveau défi auquel dut faire face, sur le terrain, l'Union des patriotes polonais.

À l'automne 1944, le ZPP avait reçu de Moscou l'autorisation de créer de nouvelles cellules dans les républiques occidentales, notamment en Ukraine qui venait d'accueillir plus de 30 000 anciens déportés. Entre l'aide à organiser pour cette population installée dans des kolkhozes à moitié détruits par la guerre et la perspective du départ de centaines de milliers de Polonais d'Ukraine occidentale, la tâche était lourde. Pour les premiers, il fallait pallier les manques les plus élémentaires, à commencer par les vêtements et les chaussures ; pour les seconds, il s'agissait surtout d'organiser des points d'accueil et de restauration dans les stations ferroviaires. Car les trains véhiculant les familles à transférer vers la Pologne étaient continuellement stoppés et les gens débarquaient dans les gares de transit hagards et affamés²³. Ces tâches furent d'autant plus lourdes à mettre en œuvre que les autorités ukrainiennes, contrairement aux dirigeants des républiques orientales, réservèrent un très mauvais accueil au ZPP, soupçonné d'emblée de vouloir favoriser leurs compatriotes, de constituer des réseaux incontrôlables, etc. À l'été 1945, la situation restait tendue, les responsables de l'organisation n'avaient quasiment pas de bureaux, ni de moyens pour développer leurs activités, et le représentant du ZPP d'Ukraine s'en plaignait amèrement à Khrouchtchev, rappelant pourtant que son organisation bénéficiait du soutien personnel du camarade Staline²⁴. De toute évidence, les antagonismes nationaux s'avéraient plus forts localement que l'alliance politique nouée au sommet de l'État soviétique.

Le plus difficile, cependant, était d'affronter le silence de Moscou quant au rapatriement des anciens déportés. Les pressions ne manquaient pas, venant tant des soldats qui, partis avec l'armée Berling, ne cessaient d'exiger le retour de leurs familles, que de celles-ci qui, retenues en Asie centrale ou en Sibérie, multipliaient leurs requêtes auprès des autorités polonaises pour obtenir le droit de quitter l'URSS²⁵.

Le feu vert de Moscou intervint finalement en juillet 1945, dans le cadre d'un accord passé avec le tout nouveau gouvernement polonais d'union nationale. Cet accord était néanmoins assorti d'une procédure de « dépasseportisation » ou de changement de citoyenneté qui allait s'avérer très problématique. Les anciens déportés étaient en effet

23 AAN, f. ZPP, sygn 141, pp. 41 et ss. sur l'organisation dès janvier 1945 de cantines dans la gare de Lwów et de distribution de colis aux Polonais en transit.

24 AAN, f. ZPP, sygn. 19, p. 21.

25 AAN, f. 524 (représentation du gouvernement polonais en Ukraine), sygn. 28, pp. 47 et ss., correspondance du plénipotentiaire du 27.11.1944 à ce sujet et sygn. 76 comprenant les multiples courriers reçus en 1944 et 1945 des Polonais de l'URSS.

sommés de prouver leur ancienne citoyenneté polonaise pour faire valoir leur droit au rapatriement. Or, pour la plupart, ces papiers d'identité leur avaient été confisqués lors de l'opération de passeportisation de 1943. Pour cette raison et durant plusieurs mois, les demandes restèrent bloquées, jusqu'à ce que l'administration centrale moscovite admit la nécessité de créer des commissions d'examen des requêtes dans les différentes républiques de l'URSS où étaient localisés les Polonais. Celles-ci auraient à se prononcer au cas par cas de l'identité des « anciens citoyens polonais » et de leur bien-fondé à quitter le pays pour la Pologne. Aux côtés des responsables administratifs républicains et régionaux étaient appelés à figurer dans ces commissions des représentants du ZPP qui, en l'absence de documents des requérants, avaient pouvoir d'attester de leur appartenance passée à la république de Pologne. La formule adoptée ouvrait la voie à bien des compromis ; concrètement toute personne membre du ZPP avait la garantie d'obtenir les fameux documents sanctionnant la « sortie » de la citoyenneté soviétique et le droit d'aller en Pologne (Gousseff 2003 : 552-555). C'est à cette époque qu'effectivement le nombre d'adhérents connut son apogée et, comme le soulignait l'une des rapatriées, la carte du ZPP équivalait à un bon de sortie de l'URSS (*Wspomnienia Sybiraków* 1990-1994, 5 : 7). Aux yeux des Soviétiques, la possession d'une telle carte avait valeur de vérification. Elle attestait l'allégeance des anciens déportés à une organisation amie de l'Union Soviétique. Pour les intéressés, la démarche pouvait être purement formelle ou correspondre à leurs convictions. Nonobstant tous les revers de situation, n'étaient pas en nombre si négligeable ceux qui, ayant vécu toute la guerre en URSS, ayant été témoins des sacrifices consentis par la société soviétique pour assurer la défaite du nazisme, étaient prêts à croire qu'ils pourraient contribuer à la construction d'un monde nouveau (Gousseff 2012a : 154-159).

La majorité des anciens déportés put quitter l'URSS dans la première moitié de l'année 1946. En juillet, le bureau central du ZPP à Moscou fut officiellement fermé, la mission des patriotes était accomplie.

Quelle avait été l'empreinte de leur action dans le vécu des Polonais qui avaient passé toute la guerre en URSS ? Les témoignages tardivement recueillis sont très divers à cet égard, qui mentionnent tantôt la réception de paquets salvateurs (en particulier de chaussures et vêtements chauds), voire d'argent, tantôt celle très anecdotique d'un colis alimentaire, « unique » don de la période. De toute évidence ceux qui, alors enfants et souvent orphelins, ont pu être accueillis dans les centres éducatifs polonais

sont les plus diserts, voire reconnaissants. D'autres ne remémorent le ZPP que pour préciser le rôle décisif de cette organisation dans la possibilité de quitter l'URSS²⁶.

Comment interpréter en définitive les concessions faites par le gouvernement soviétique aux Polonais et préciser la place accordée à l'action humanitaire par l'ambassade polonaise d'abord, puis par le ZPP ? Les concessions de Moscou se sont originellement inscrites dans le nouveau contexte international lié à l'agression de l'Allemagne contre l'URSS. Dans cette phase de désarroi, où le rapport de force était indéniablement favorable aux alliés occidentaux qui exigeaient de l'URSS réparation vis-à-vis des Polonais, Moscou avait une marge de manœuvre réduite. La nécessité de faire volte-face en amnistiant les déportés et en leur reconnaissant le bénéfice d'une aide constituait une rétractation imposée, mais ne représentait qu'un épiphénomène par rapport aux coups de théâtre des années 1939-1941, entre l'alliance germano-soviétique et l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht. La liberté d'action accordée aux émissaires polonais de Londres pour organiser un réseau d'assistance ne présentait qu'un coût limité : celui de faire apparaître aux yeux des populations locales les déportés stigmatisés d'hier comme de nouveaux privilégiés ; celui encore de devoir tolérer l'action d'étrangers sur le territoire soviétique, mais face auxquels le contrôle des organes de sécurité ne se desserra pas.

Aux yeux du gouvernement polonais en exil, l'action humanitaire revêtit une importance cruciale à bien des niveaux, aussi bien sur le plan international, où la mobilisation pour l'aide aux amnistiés était aussi une façon de rappeler que les Polonais n'étaient pas seulement victimes de l'occupation allemande, qu'à l'égard des bénéficiaires de l'aide. Le déploiement d'une assistance concrétisait, entre engagement et solidarité, les liens avec les réprimés de la nation captive, tout en défiant Moscou par un acte de réparation *in situ*, qui se traduirait également par le départ de l'URSS d'environ un tiers des anciens déportés.

L'entrée en scène de l'Union des Patriotes Polonais s'est située dans une nouvelle configuration marquée par la première grande victoire soviétique à Stalingrad, qui replaça l'URSS en situation de force face aux alliés et se traduisit par la rupture de l'alliance, très circonstancielle, avec le gouvernement polonais de Londres. La promotion de l'Union des patriotes polonais en 1943 correspondit au revirement stratégique de Moscou déjà mobilisé dans la reconfiguration d'un allié polonais voué à s'imposer dans le futur échiquier national. Tout en relayant la propagande « anti-londonienne », le ZPP bénéficia de toute l'architecture humanitaire mise en place

26 Nous nous référons ici à la collection, plusieurs fois citée, de récits d'anciens déportés collectés et publiés par l'association Związek Sybiraków (Union des Sibériens), créée en 1989, à la veille du changement de régime en Pologne, et qui sont évidemment marqués, mais inégalement, par le contexte politique de la période post-communiste (*Wspomnienia Sybiraków 1990-1994*).

par ses adversaires ; celle-ci s'avéra un puissant levier pour parvenir à asseoir la légitimité de l'organisation auprès des groupes d'anciens déportés. Quelle part tint cette action face aux objectifs politiques du ZPP ? Il est difficile de se prononcer, tant, *a posteriori*, le gouvernement polonais se fit gloire de l'œuvre d'assistance en URSS pour démontrer sa loyauté primordiale envers la patrie, et non l'Union soviétique qui l'avait promu. Néanmoins, les nombreuses difficultés rencontrées localement avec les dirigeants des républiques, comme en Ukraine, et la combativité alors témoignée par les membres du ZPP pour pouvoir développer l'aide aux Polonais, parlent en leur faveur. De fait, le soutien de Moscou n'a pas suffi à faire de l'Union des patriotes un interlocuteur respecté sur le terrain. La direction stalinienne, elle-même, a défié l'allié polonais en laissant planer, pendant près d'un an, l'incertitude sur le droit au retour des anciens déportés. Malgré l'inégal rapport de force et la subordination à Moscou, l'Union des patriotes s'est avérée un interlocuteur tenace, opiniâtre dans la défense des intérêts des Polonais en URSS, ne faillant pas, de ce point de vue, à la mission « patriotique » qu'il revendiquait.

L'expérience polonaise de médiation et d'assistance sur le territoire soviétique fut un des laboratoires d'élaboration du nouveau partenaire est-européen de l'URSS. Ce laboratoire fut insolite dans la mesure où il prit pour terrain l'humanitaire, à côté de la coopération militaire, et fut circonscrit au contexte de la guerre. Il esquaissa néanmoins une nouvelle page d'histoire, marquée par l'extension du système de type soviétique à l'Europe centrale et orientale qui, tout en inféodant une partie du vieux continent, allait également modifier le positionnement, jusque-là très atypique, de l'URSS dans son rapport à l'étranger.

Bibliographie

- Blum, Craveri et Nivelon 2012 : Alain Blum, Marta Craveri, Valérie Nivelon (éds.), *Déportés en URSS. Récits d'Européens au goulag*, Paris : Autrement, 2012.
- Ciesielski 1997 : Stanisław Ciesielski, *Polacy w Kazachstanie w latach 1940-1946. Zesłańcy lat wojny*, Wrocław, W Kolorach tęczy, 1997.
- Gacki 1993 : Jan Gacki, « Paszportizacja », *Karta*, 1993, n° 10, pp. 117-131.
- Głowacki 1981 : Albin Głowacki, « Powstanie, organizacja i działalność wydziału opieki społecznej zarządu głównego związku Patriotów polskich w ZSRR (1943-1946), *Acta Universitatis Lodzianensis*, n° 8, 1981, pp. 109-127.
- Głowacki 1994 : Albin Głowacki, *Ocalić i repatriować. Opieka nad ludnością polską w głębi terytorium ZSRR, (1943-1946)*, Łódź : Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, 1994.
- Głowacki 1998 : Albin Głowacki, *Sowieci wobec Polaków na ziemiach wschodnich II Rzeczypospolitej 1939-1941*, Łódź : Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, 1998.
- Gousseff 2003 : Catherine Gousseff, « "Kto nas, Kto ne nas ?" : conception et pratiques de la citoyenneté à l'égard des populations conquises : le cas des Polonais en URSS, 1940-1946 », *Cahiers du monde russe*, 2003, n° 44/2-3, pp. 489-520.

- Gousseff 2011 : Catherine Gousseff, « Rapatriation versus Evacuation : the Polish-Ukrainian Exchange of Population, 1944-1946 », in J. Reinisch & E. White (eds), *The Disentanglement of Populations : Migration, Expulsion and Displacement in Post-War Europe, 1944-1949*, New York : Palgrave Macmillan, 2011, pp. 91-111.
- Gousseff 2012a : Catherine Gousseff, *Dépayser les hommes. L'histoire d'un échange de populations aux nouvelles frontières polono-soviétiques, 1944-1947*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, soutenu à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne en 2012, Paris : Fayard, 2015 (à paraître).
- Gousseff 2012b : Catherine Gousseff, « Les faits et le fil du souvenir », in A. Blum, M. Craveri, V. Nivelon (eds.), *Déportés en URSS. Récits d'Européens au Goulag*, Paris : Autrement, 2012, pp. 48-62.
- Gross et Grudzińska-Gross 1981 : Jan T. Gross, Irena Grudzińska-Gross (eds.), *War through children's eyes. The Soviet occupation of Poland and the deportations, 1939-1941*, Stanford : HIP, 1981.
- Gross 2002 : Jan T. Gross, *Revolution from abroad. The Soviet conquest of Poland's Western Ukraine and Western Belorussia*, Princeton – Oxford : Princeton University Press, 2002 (1^e éd. : 1988).
- Gur'janov 1997 : A. E. Gur'janov (ed.), *Repressii protiv poljakov i pol'skikh grazhdan*, Moscou : NIPC Memorial, 1997.
- IPN-FSB 2003 : IPN-FSB (eds.), *Deportacje obywateli polskich z zachodniej Ukrainy i zachodniej Białorusi w 1940 roku*, Moscou – Varsovie : IPN, 2003.
- Jolluck 2002 : Katherine R. Jolluck, *Exile and Identity. Polish Women in the Soviet Union during World War II*, Pittsburgh : Pittsburgh University Press, 2002.
- Kowalska 1998 : Ewa Kowalska, *Przeżyć aby wrócić. Polscy zesłancy lat 1940-1941 w ZSRR i ich losy do roku 1946*, Varsovie : Neriton, instytut historii PAN, 1998.
- Kersten 1965 : Krystyna Kersten, *Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego, 22 VII-31 XII 1944*, Lublin : Wydawnictwo lubelskie, 1965.
- Kersten 1974 : Krystyna Kersten, *Repatriacja ludności polskiej po II wojnie światowej*, Wrocław : Studium historyczne, 1974.
- Kersten 1991 : Krystyna Kersten, *The Establishment of Communist Rule in Poland, 1943-1948*, Berkeley : University of California Press, 1991.
- Kumos 1983 : Zbigniew Kumos, *Związek Patriotów polskich. Założenia programowoideowe*, Varsovie : Wyd. Min. Obrony narodowego, 1983.
- Manley 2009 : Rebecca Manley, *To the Tashkent Station: Evacuation and Survival in the Soviet Union at War*, New York : Cornell University Press, 2009.
- Margolin 2010 : Julius Margolin, *Voyage au pays des ze-ka*, Paris : Le bruit du temps, 2010.
- Raczyński et Biegański 1961 : E. Raczyński, B. Biegański (eds.), *Documents on Polish-Soviet relations 1939-1945*, Londres – Melbourne – Toronto : Heinemann, 1961, t. 1 : 1939-1943.
- Sword 1991 : Keith Sword (ed.), *The Soviet Takeover of the Polish Eastern Provinces*, New York : St. Martin Press, 1991.
- Sword 1996 : Keith Sword, *Deportation and Exile. Poles in the Soviet Union, 1939-1945*, London : Macmillan Press, 1996.
- Trela 1983 : Elżbieta Trela, *Edukacja dzieci polskich w Związku radzieckim w latach 1941-1946*, Varsovie : Państwowe wydawnictwo naukowe, 1983.
- Werth 2010 : Alexandre Werth, *La Russie en guerre. De Stalingrad à Berlin*, Paris : Texto Tallandier, 2010.

Żaron 1990 : P. Żaron, *Ludność polska w Wyzisku Radzieckim w czasie II wojny światowej*,
Varsovie : PWN, 1990.

Wspomnienia Sybiraków 1990-1994 : Związek Sybiraków, Zarząd Główny komisja historyczna,
Wspomnienia Sybiraków, Varsovie : Pomost, 1990-1994, vol. 1-9.